

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/EEC/2

11 octobre 1999

(99-4252)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

## RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION<sup>1</sup>

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les procédures  
de licences d'importation<sup>2</sup>

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

La Délégation permanente des Communautés européennes a fait parvenir au Secrétariat la notification ci-après, datée du 28 septembre 1999.

### Description succincte des régimes

1. Le régime de licences d'importation communautaire repose sur le principe selon lequel aucune licence d'importation n'est requise, sauf pour des produits spécifiques qui sont soumis à des restrictions quantitatives ou à des mesures de sauvegarde ou de surveillance des importations. La Communauté n'applique aucun contingent quantitatif aux Membres de l'OMC dans le secteur industriel, sauf pour certains produits relevant du secteur des textiles. En outre, un certain nombre de produits sont soumis à une surveillance communautaire, afin de renforcer le contrôle de l'évolution des importations des produits concernés sans qu'il soit question de limiter l'accès au marché. Les produits visés par les régimes de licences de la CE figurent dans les annexes auxquelles il est fait référence dans les réponses aux questions 2 et 3. La réglementation pertinente est indiquée dans la réponse à la question 5.

---

<sup>1</sup> Le questionnaire figure dans le document G/LIC/3, en annexe.

<sup>2</sup> La notification relative aux contingents tarifaires agricoles figure dans les addenda au présent document: G/LIC/N/3/EEC/2/Add.1-27 (Add.1 - Animaux vivants de l'espèce bovine; Add.2 - Jeunes bovins mâles; Add.3 - Viande de bœuf de qualité supérieure et viande de buffle congelée; Add.4 - Viande des animaux de l'espèce bovine, congelée; Add.5 - Viande de bœuf congelée destinée à la transformation; Add.6 - Hampe congelée d'animaux de l'espèce bovine; Add.7 - Animaux vivants des espèces bovine et caprine et viandes ovine et caprine; Add.8 - Manioc; Add.9 - Racines de manioc, d'arrow-root ou de salep et racines et tubercules similaires; Add.10 - Patates douces et fécule de manioc; Add.11 - Riz en brisures; Add.12 - Millet; Add.13 - Sucre de betterave et sucre de canne; Add.14 - Sucre de canne brut destiné au raffinage; Add.15 - Champignons en conserve; Add.16 - Sons, remoulages et autres résidus; Add.17 - Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux; Add.18 - Certains produits à base de viande porcine; Add.19 - Certains produits à base de viande porcine; Add.20 - Certains produits à base de viande de volaille et de dindon; Add.21 - Œufs et ovalbumine, etc.; Add.22 - Blé de qualité supérieure; Add.23 - Avoine; Add.24 - Graines d'avoine travaillées, autres que concassées; Add.25 - Riz; Add.26 - Bananes; Add.27 - Jus de raisin et moût de raisin.

Le régime de licences d'importation applicable aux produits agricoles sert des fins statistiques. Il s'agit d'un régime de licences automatiques. Les licences d'importation sont délivrées par les autorités compétentes des États membres à tout requérant résidant dans la Communauté européenne. Elles sont subordonnées au dépôt d'un cautionnement et sont valables dans tous les États membres de la CE. Les licences d'importation doivent être présentées avec la déclaration d'importation.

En outre, une licence est requise pour un certain nombre de contingents tarifaires dans le secteur agricole.

#### Objet et champ d'application du régime de licences

2. Voir réponse 1.
3. Se référer au tableau suivant.

Régime de licences	Produits visés	Pays visés
Contingents quantitatifs (pour les produits autres que les textiles)	Aucun pour les Membres de l'OMC.	Sans objet
Surveillance communautaire (pour les produits autres que les textiles)	<p>a) Certains produits sidérurgiques. Règlement n° 2845/98 du Conseil. Voir <b><u>annexe I</u></b>.<sup>3</sup></p> <p>b) Certains produits sidérurgiques couverts par le Traité CECA. Règlements n° 1002/99, 248/99, 166/99, 288/99, 1093/99, 190/98, 2135/97, 1526/97 du Conseil. Voir <b><u>annexe II</u></b>.<sup>3</sup></p> <p>c) Certains produits agricoles. Voir <b><u>annexe III</u></b>.<sup>3</sup></p>	<p>Pays tiers, à l'exception des pays de l'AELE et des pays parties à l'EEE</p> <p>Bulgarie, Roumanie, République tchèque et Slovaquie, Pologne, ex-République yougoslave de Macédoine, Russie, Ukraine</p> <p>Tous les pays tiers</p>
Textiles: Limites quantitatives ou surveillance	Voir <b><u>annexe IV</u></b> . <sup>3</sup>	Voir ci-dessous

## **I. TEXTILES**

Dans le cadre de l'Accord sur les textiles et les vêtements la Communauté applique actuellement des restrictions quantitatives dans le secteur des textiles à l'encontre des pays tiers suivants, qui sont Membres de l'OMC: Argentine, Brésil, Corée du Sud, Hong Kong, Inde, Indonésie, Macao, Malaisie, Pakistan, Pérou, Philippines, Singapour, Sri Lanka et Thaïlande (Règlement de base 3030/93). Des seuils de consultation ont été établis avec l'Égypte.

La Communauté a également convenu de dispositions administratives avec le Bangladesh, les Émirats arabes unis, le Kirghizistan, la Lettonie, la Mongolie, pays qui sont tous Membres de l'OMC, dispositions au titre desquelles les importations à destination de la Communauté de produits appartenant à un certain nombre de catégories de produits textiles sont soumises au système de

<sup>3</sup> Disponible au Secrétariat (Division de l'accès aux marchés).

double contrôle, sans restrictions quantitatives (surveillance, conformément à l'annexe III du Règlement 3030/93).

En outre, la Communauté a conclu des accords bilatéraux sur le commerce de produits textiles avec les pays suivants, qui ne sont pas Membres de l'OMC: Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Cambodge, Chine (Accord de type AMF et Accord sur la soie, le lin et la ramie), Estonie, Géorgie, Kazakstan, Laos, Lituanie, ex-République yougoslave de Macédoine, Moldova, Népal, Ouzbékistan, Fédération de Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine et Viet Nam. On relèvera que, parmi ces pays, seuls le Bélarus, la Chine, l'Ukraine, l'Ouzbékistan et le Viet Nam sont soumis à des restrictions quantitatives (Règlement de base 3030/93).

En outre, la Communauté applique des restrictions autonomes quantitatives aux importations en provenance d'un certain nombre de pays non membres de la Communauté, avec lesquels elle n'a pas conclu d'accords bilatéraux: Bosnie-Herzégovine, Corée du Nord, Croatie, République fédérative de Yougoslavie et Taiwan.

Pour ce qui est des contingents tarifaires agricoles soumis à la procédure de licences d'importation, voir la réponse à la question 6.

4. La Communauté n'applique aucun contingent quantitatif aux Membres de l'OMC dans le secteur industriel, sauf pour certains produits du secteur des textiles, l'objet du régime des licences étant dans ce cas de restreindre la quantité et/ou la valeur des importations.

La procédure de licences d'importation pour les produits sous surveillance est appliquée à des fins statistiques. Elle vise également à renforcer le contrôle des importations de produits textiles originaires du pays concerné et, plus spécifiquement, à renforcer le contrôle de l'origine des produits concernés. Elle a pour objectif de surveiller l'évolution des importations mais non pas de restreindre leur quantité ou leur valeur. Le régime applicable est celui des licences automatiques.

Dans certains cas, un système de double contrôle est appliqué (pour certains produits textiles et pour certains produits sidérurgiques), un document d'exportation étant établi par les autorités des pays tiers. L'objectif du système de double contrôle est d'accroître la transparence et d'éviter de possibles détournements des échanges et la fraude douanière grâce à des informations rapides sur l'évolution des flux commerciaux.

Voir également la réponse à la question 1.

#### *Fondement juridique du régime des licences*

5. Le régime des licences d'importation est imposé par la loi pour les produits dont la liste figure dans les textes législatifs pertinents. Ces textes définissent les produits visés et ne laissent pas de pouvoir discrétionnaire à l'administration. Le régime de licences d'importation ne peut être abrogé sans l'accord du Législatif (les règlements contiennent généralement des dispositions relatives à la durée et à l'expiration des licences).

#### *Généralités*

Le Règlement (CE) n° 519/94 du Conseil du 7 mars 1994 (tel que modifié par le Règlement (CE) n° 1138/98 du 25 mai 1998) établit le régime commun applicable aux importations originaires de certains pays tiers.

## II. PRODUITS TEXTILES

### A. COMMERCE AVEC LES PAYS MEMBRES DE L'OMC ET AVEC LES PAYS AVEC LESQUELS LA COMMUNAUTÉ A CONCLU DES ACCORDS BILATÉRAUX

#### 1. Commerce des produits non soumis aux règles normales du GATT (produits non intégrés):

- a) Règlement de base: Règlement (CEE) n° 3030/93 du Conseil relatif au régime commun applicable aux importations de certains produits textiles originaires des pays tiers (J.O. n° L 275, 8 novembre 1993, page 1)

*[Tel que modifié par les règlements suivants:*

*- Règlement (CE) n° 3289/94 du Conseil (J.O. n° L 349, 31 décembre 1994, page 85) - modifiant le Règlement 3030/93.*

*- Règlement (CE) n° 1410/96 de la Commission (J.O. n° L 181, 20 juillet 1996, page 15) - portant retrait partiel du Règlement 3053/95.*

*- Règlement (CE) n° 2231/96 de la Commission (J.O. n° L 307, 28 novembre 1996, page 1) - modifiant les annexes I, II, III, V, VI, VII, VIII, IX et XI du Règlement 3030/93.*

*- Règlement (CE) n° 2315/96 du Conseil (J.O. n° L 314, 4 décembre 1996, page 1) - établissant la liste des produits à intégrer, au 1<sup>er</sup> janvier 1998, dans le cadre du GATT de 1994 - modifiant l'annexe X du Règlement 3030/93 et l'annexe II du Règlement 3285/94.*

*- Règlement (CE) n° 447/97 de la Commission (J.O. n° L 68, 8 mars 1997, page 16) - limites quantitatives - opérations de perfectionnement passif - Chine.*

*- Règlement (CE) n° 824/97 du Conseil (J.O. n° L 119, 8 mai 1997, page 1) - modifiant le Règlement 3030/93.*

*- Règlement (CE) n° 339/98 de la Commission (J.O. n° L 45, 16 février 1998, page 1) - modifiant les annexes I, II, III, V, VI, VII, VIII et IX du Règlement 3030/93.*

*- Règlement (CE) n° 856/98 de la Commission (J.O. n° L 122, 24 avril 1998, page 11) - modifiant les annexes I, II, III, V, VII, VIII et IX du Règlement 3030/93.*

*- Règlement (CE) n° 1053/98 de la Commission (J.O. n° L 151, 21 mai 1998, page 10) - modifiant les annexes II, III et IX du Règlement 3030/93.]*

*- Règlement (CE) n° 2798/98 de la Commission (J.O. n° L 353, 29 décembre 1998, page 1) - modifiant l'annexe I du Règlement 3030/93.]*

#### b) Dérogation au règlement de base:

- Règlement (CE) n° 1087/97 du Conseil (J.O. n° L 158, 17 juin 1997, page 1) - relatif à l'autorisation à l'importation dans les îles Canaries des produits [textiles et de l'habillement] et de certains produits contingentés originaires de Chine sans restrictions quantitatives.*

c) Règlements portant ouverture de contingents supplémentaires à l'importation pour les foires européennes:

- 1998: Règlement (CE) n° 283/98 de la Commission (J.O. n° L 28, 4 février 1998, page 9).
- 1999: Règlement (CE) n° 36/1999 de la Commission (J.O. n° L 5, 9 janvier 1999, page 57).

## **2. Commerce de produits soumis aux règles normales du GATT (produits intégrés):**

- Règlement (CE) n° 3285/94 du Conseil (J.O. n° L 349, 31 décembre 1994, page 53) - abroge le Règlement 518/94.

*[Tel que modifié par le règlements suivants:*

- *Règlement (CE) n° 139/96 du Conseil (J.O. n° L 21, 22 janvier 1996, page 7) - modifiant le Règlement 3285/94 et le Règlement 519/94 en ce qui concerne le document uniforme de surveillance communautaire.*
- *Règlement (CE) n° 2315/96 du Conseil (J.O. n° L 314, 4 décembre 1996, page 1) - établissant la liste des produits à intégrer dans le cadre du GATT de 1994 au 1<sup>er</sup> janvier 1998 - modifiant l'annexe X du Règlement 3030/93 et l'annexe II du Règlement 3285/94.]*

## **B. IMPORTATIONS EN PROVENANCE D'AUTRES PAYS (RÉGIME AUTONOME):**

### **1. Règlement de base: Règlement (CE) n° 517/94 du Conseil (J.O. n° L 67, 10 mars 1994, page 1) relatif au régime commun applicable aux importations de produits textiles en provenance de certains pays tiers non couverts par des accords, protocoles ou autres arrangements bilatéraux, ou par d'autres régimes communautaires spécifiques d'importation:**

*[Tel que modifié par les règlements suivants:*

- *Règlement (CE) n° 1470/94 de la Commission (J.O. n° L 159, 28 juin 1994, page 14) - portant ouverture de contingents tarifaires pour l'importation de certains produits [textiles] (catégorie 160) originaires de Chine et modifiant les annexes IV et V du Règlement 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 1756/94 de la Commission (J.O. n° L 183, 19 juillet 1994, page 9) - portant ouverture de contingents d'importation pour certains produits [textiles] (catégories 122, 123, 124, 125B, 140 et 146C) originaires de Chine et modifiant les annexes IV et V du Règlement 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 2612/94 de la Commission (J.O. n° L 279, 28 octobre 1994, page 7) - portant ouverture de contingents d'importation pour certains produits [textiles] (catégories 127B et 145) originaires de Chine et modifiant les annexes IV et V du Règlement 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 2980/94 de la Commission (J.O. n° L 315, 8 décembre 1994, page 2) - portant ouverture de contingents d'importation pour certains produits [textiles] (catégories 146A et 146B) originaires de Chine et modifiant les annexes IV et V du Règlement 517/94.*
- *Règlement (CE) n° 3168/94 de la Commission (J.O. n° L 335, 23 décembre 1994, page 23) - établissant une licence d'importation communautaire dans le cadre du Règlement 517/94 et modifiant certaines dispositions dudit règlement.*

- *Règlement (CE) n° 1325/95 du Conseil (J.O. n° L 128, 13 juin 1995, page 1) - modifiant le Règlement 517/94.*

- *Règlement (CE) n° 1627/95 de la Commission (J.O. n° L 155, 6 juillet 1995, page 8) - établissant une licence d'importation communautaire dans le cadre du Règlement 517/94 et modifiant certaines dispositions dudit règlement.*

- *Règlement (CE) n° 538/96 du Conseil (J.O. n° L 79, 29 mars 1996, page 1) - modifiant le Règlement 517/94 en ce qui concerne l'importation de produits - Yougoslavie (Serbie et Monténégro).*

- *Règlement (CE) n° 1476/96 de la Commission (J.O. n° L 188, 27 juillet 1996, page 4) - portant ouverture de contingents à l'importation de produits textiles des catégories 87 et 109 originaires de la Corée du Nord et modifiant les annexes IV et V du Règlement 517/94.*

*(rectificatif dans le J.O. n° L 225, 6 septembre 1996, page 11)*

- *Règlement (CE) n° 1937/96 de la Commission (J.O. n° L 255, 9 octobre 1996, page 4) - modifiant les annexes IIIB et VI du Règlement 517/94.*

- *Règlement (CE) n° 1457/97 de la Commission (J.O. n° L 199, 26 juillet 1997, page 6) - modifiant les annexes IIIB, IV et VI du Règlement 517/94.]*

## **2. Règlements concernant les licences d'importation:**

- *Règlement (CE) n° 3168/94 de la Commission (J.O. n° L 335, 23 décembre 1994, page 23) - établissant une licence d'importation communautaire dans le cadre du Règlement 517/94 et modifiant certaines dispositions dudit règlement.*

*[Tel que modifié par:*

- *Règlement (CE) n° 1627/95 de la Commission (J.O. n° L 155, 6 juillet 1995, page 8) - modifiant le Règlement 3168/94, établissant une licence d'importation communautaire dans le cadre du Règlement 517/94 et modifiant certaines dispositions dudit règlement.]*

## **3. Règlements concernant la répartition des contingents:**

- *Règlement (CE) n° 2458/97 de la Commission (J.O. n° L 340, 11 décembre 1997, page 31) - répartition de certains contingents établis pour 1998 par le Règlement 517/94.*

## **4. Importations en provenance de Taiwan:**

- *Règlement (CE) n° 47/1999 du Conseil (J.O. n° L 12, 16 janvier 1999, page 1) - dispositions applicables aux importations - Taiwan.*

## **C. TRAFIC DE PERFECTIONNEMENT PASSIF:**

**1. Règlement de base: Règlement (CE) n° 3036/94 du Conseil (J.O. n° L 322, 15 décembre 1994, page 1) - instituant un régime de perfectionnement passif économique applicable à certains produits [textiles d'habillement] réimportés dans la Communauté après ouvraison ou transformation dans certains pays tiers. (rectificatifs dans le J.O. n° L 135, 6 juin 1996, page 35)**

2. **Règlement d'application: Règlement (CE) n° 3017/95 de la Commission (J.O. n° L 314, 28 décembre 1995, page 40) - abrogeant le Règlement (CE) n° 1816/95 de la Commission (J.O. n° L 175, 27 juillet 1995, page 21)**

D. AUTRES COMMUNICATIONS ET RENSEIGNEMENTS:

- J.O. n° C 52, 19 février 1998, page 3: Liste des autorités nationales compétentes.
- J.O. n° C 71, 7 mars 1998, page 2: Liste des Membres de l'Organisation mondiale du commerce.
- J.O. n° C 321, 20 octobre 1998, page 27: Note sur le site Internet d'information sur les niveaux des contingents ouverts pour les produits textiles (site SIGL).

### III. PRODUITS SIDÉRURGIQUES

Surveillance communautaire préalable: Règlement (CE) n° 2845/98 de la Commission du 22 décembre 1998, J.O. L 354 du 30 décembre 1998, page 55.

Système du double contrôle sans limites quantitatives: Règlements (CE) du Conseil n° 1002/99 (Bulgarie, J.O. L 123 du 13 mai 1999, page 18), 248/99 (République tchèque, J.O. L 129 du 3 février 1999, page 1), 166/99 (Roumanie, J.O. L 166 du 26 janvier 1999), 288/99 (Slovaquie, J.O. L 36 du 10 février 1999, page 1), 1093/99 (Pologne, J.O. L 133 du 28 mai 1999), 190/98 (ex-République yougoslave de Macédoine, J.O. L 20 du 27 janvier 1998, page 20), 2135/97 (Russie, J.O. L 300 du 4 novembre 1997), 1526/97 (Ukraine, J.O. L 210 du 4 août 1997).

### IV. PRODUITS AGRICOLES

Dans le secteur agricole, les règlements comportant des dispositions relatives au régime de licences sont les suivants:

A. GÉNÉRALITÉS:

Règlement (CEE) n° 3719/88 de la Commission portant modalités communes d'application du régime des certificats d'importation, d'exportation et de préfixation pour les produits agricoles, tel que modifié.

B. RIZ ET CÉRÉALES:

Règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil du 30 juin 1992 portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales, tel que modifié (article 9).

Règlement (CE) n° 3072/95 du Conseil du 22 décembre 1995 portant organisation commune du marché du riz, tel que modifié (article 9).

Règlement (CE) n° 1162/95 de la Commission du 23 mai 1995 portant modalités particulières d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur des céréales et du riz.

C. VIANDE BOVINE:

Règlement (CE) n° 1254/99 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, tel que modifié (article 29).

Règlement (CE) n° 1445/95 de la Commission du 26 juin 1995 portant modalités d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur de la viande bovine et abrogeant le Règlement (CEE) n° 2377/80, tel que modifié.

D. VIANDES OVINE ET CAPRINE:

Règlement (CE) n° 2467/98 du Conseil du 3 novembre 1998 portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine, tel que modifié (article 14).

Règlement (CE) n° 1439/95 de la Commission du 26 juin 1995 établissant les modalités d'application du Règlement (CEE) n° 3013/89 du Conseil en ce qui concerne l'importation et l'exportation de produits du secteur des viandes ovine et caprine, tel que modifié.

E. LAIT ET PRODUITS LAITIERS:

Règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil du 27 juin 1968 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers, tel que modifié (article 13).

Règlement (CE) n° 1374/98 de la Commission du 29 juin 1998 portant modalités d'application du régime d'importation et portant ouverture de contingents tarifaires dans le secteur du lait et des produits laitiers, tel que modifié.

F. SUCRE:

Règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil du 30 juin 1981 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre, tel que modifié (article 13).

Règlement (CE) n° 1464/95 de la Commission du 27 juin 1995 portant modalité particulière d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur du sucre, tel que modifié.

G. FRUITS ET LÉGUMES, TRANSFORMÉS:

Règlement (CE) n° 2201/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes (article 11).

Règlement (CE) n° 1921/95 de la Commission du 3 août 1995 portant modalités d'application du régime des certificats d'importation dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes, tel que modifié.

H. BANANES:

Règlement (CEE) n° 404/93 du Conseil du 13 février 1993 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la banane, tel que modifié (article 17) par le Règlement (CE) 1637/98 du Conseil du 20 juillet 1998.

Règlement (CEE) n° 2362/98 de la Commission du 28 octobre 1998 portant modalités d'application du régime d'importation de bananes dans la Communauté.



I. MATIÈRES GRASSES:

Règlement (CEE) n° 136/66 du Conseil du 22 septembre 1966 portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses, tel que modifié (article 2).

Règlement (CE) n° 1476/95 de la Commission portant modalités particulières d'application du régime des certificats d'importation dans le secteur de l'huile d'olive.

J. SEMENCES:

Règlement (CEE) n° 2358/71 du Conseil du 26 octobre 1971 portant organisation commune des marchés dans le secteur des semences, tel que modifié (article 4).

Règlement (CEE) n° 1117/79 de la Commission du 6 juin 1979 déterminant les produits du secteur des semences soumis au régime des certificats d'importation, tel que modifié.

K. VIN:

Règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil du 16 mars 1987 portant organisation commune du marché vitivinicole, tel que modifié (article 52).

Règlement (CEE) n° 3388/81 de la Commission du 27 novembre 1981 portant modalités particulières d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur vitivinicole, tel que modifié.

Modalités d'application

6. (Les réponses aux questions 6, I à XI se rapportent exclusivement au secteur des textiles, à l'exception toutefois des références aux contingents tarifaires agricoles.)

I. Les renseignements relatifs à la répartition des contingents, aux formalités de dépôt de demandes de licences et aux quantités attribuées à chaque pays de provenance sont publiés au Journal officiel des Communautés européennes (voir réponse 5). Il n'y a aucune dérogation au régime des licences.

II. Dans le secteur des textiles, le volume des contingents est fixé pour l'année. Il n'existe pas de cas où le volume des contingents est fixé pour l'année, mais où les licences d'importation sont délivrées pour six mois ou un trimestre.

III. La délivrance des autorisations d'importation n'est pas limitée aux producteurs nationaux de marchandises similaires. Immédiatement après avoir été informées de toute quantité inutilisée pendant la durée de validité d'une autorisation d'importation, les autorités compétentes chargées de la délivrance des licences en avisent la Commission. Les quantités non utilisées sont automatiquement ajoutées aux quantités restantes du total de la limite quantitative de la Communauté pour chaque catégorie de produits et chaque pays tiers concerné. Les noms des importateurs auxquels des autorisations d'importation ont été attribuées ne sont pas portés à la connaissance des gouvernements et des pays exportateurs, pour des raisons de confidentialité.

IV. Les importations autorisées sont imputées sur les limites quantitatives fixées pour l'année au cours de laquelle les produits sont expédiés dans le pays fournisseur concerné. Une autorisation d'importation est délivrée sur présentation d'une licence d'exportation délivrée par le pays exportateur. Cette présentation doit être effectuée au plus tard le 31 mars de l'année suivant celle au cours de laquelle les marchandises visées par la licence ont été expédiées. Dans des circonstances

exceptionnelles, le délai de présentation de la licence d'exportation peut être reculé au 30 juin sur demande dûment motivée d'un État membre.

V. Les autorités compétentes doivent délivrer une autorisation d'importation dans un délai maximum de cinq jours ouvrables à compter de la présentation par l'importateur de l'original de la licence d'exportation correspondante.

VI. Les autorisations d'importation ont une durée de validité de six mois à compter de la date de leur délivrance.

VII. Chaque État membre dispose d'une seule autorité nationale compétente pour délivrer les autorisations d'importation.

VIII. Les autorisations d'importation sont délivrées selon l'ordre chronologique de dépôt des demandes. Il n'existe pas de dispositions spéciales pour les nouveaux importateurs. Les demandes sont examinées au fur et à mesure de leur réception.

IX. S'agissant des échanges avec les Membres de l'OMC et les pays parties à des accords bilatéraux, c'est le système dit de double contrôle qui est applicable. Les autorités compétentes du pays fournisseur délivrent une licence d'exportation pour toutes les expéditions de produits textiles soumis aux limites quantitatives, à concurrence de ces limites. L'original de la licence d'exportation doit être présenté par l'importateur pour que lui soit délivrée l'autorisation d'importation. Une autorisation d'importation n'est pas délivrée automatiquement, mais seulement après confirmation par la Commission que le montant demandé ne dépasse pas la limite quantitative en question.

X. Il n'y a pas de cas où l'autorisation d'importer est subordonnée à la délivrance d'un permis d'exportation.

XI. Il n'y a pas de produits pour lesquels la délivrance des licences est subordonnée à la condition que la marchandise soit exportée et non pas vendue sur le marché intérieur.

#### Contingents tarifaires agricoles soumis au régime des licences d'importation:

Certains des contingents tarifaires agricoles de la Communauté sont soumis au régime des licences d'importation. Des licences peuvent être accordées au prorata, sur la base des attributions antérieures, ou en fonction des contingents administrés par les pays exportateurs. Certains détails ont déjà été notifiés au Comité en ce qui concerne certains produits à base de volaille ou de dindon (document G/LIC/N/3/EEC/1/Add.1). Des renseignements détaillés relatifs aux autres contingents tarifaires agricoles soumis au régime des licences d'importation sont notifiés parallèlement à cette notification générale.<sup>4</sup>

7. Pour les produits soumis à la surveillance communautaire (autres que les textiles):

a-b) C'est au requérant qu'il appartient de décider quand déposer sa demande de licence, sachant que le document sera délivré dans un délai maximum de cinq jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Normalement, une licence d'importation est demandée au moment de la déclaration d'importation et la licence est accordée immédiatement (sauf dans le cas des viandes ovine et caprine et des produits laitiers).

---

<sup>4</sup> La notification relative aux contingents tarifaires agricoles figure dans les addenda à ce document: G/LIC/N/3/EEC/2/Add.1-27; voir également la note 2.

c) Il n'y a pas de restrictions concernant la période de l'année pendant laquelle les demandes de licence peuvent être déposées.

d) Plusieurs organes administratifs peuvent délivrer des licences d'importation. La liste des autorités compétentes des États membres qui délivrent des licences d'importation est publiée au Journal officiel (série "C"). Les demandes n'ont pas besoin d'être transmises à d'autres organismes pour être approuvées et l'importateur n'a à s'adresser qu'à un seul organe administratif.

Pour les produits textiles soumis à la surveillance communautaire, il est prévu ce qui suit:

a) Les autorités chargées de la délivrance des licences doivent délivrer un document de surveillance dans un délai maximum de cinq jours ouvrables:

- à compter de la présentation par l'importateur de l'original de la licence d'exportation correspondante (dans le cas du système de double contrôle);
- à compter du dépôt de la demande par l'importateur (dans le cas du système de contrôle unique).

b) Les documents de surveillance sont délivrés d'après l'ordre chronologique de dépôt des demandes.

c) Il y a des restrictions concernant la période de l'année pendant laquelle les demandes de licence peuvent être déposées.

d) Un seul organe administratif examine les demandes de licence. Les services de la Commission recueillent des renseignements statistiques sur les produits soumis au système de contrôle unique et au système de double contrôle (système électronique SIGL).

Pour les produits agricoles, les règles sont les suivantes:

a-b) Les licences d'importation doivent être présentées aux autorités douanières au moment de l'acceptation de la déclaration d'importation. Elles peuvent être accordées immédiatement, sauf pour certains produits (viandes ovine et caprine et lait et produits laitiers).

c) Non.

d) Plusieurs organes administratifs peuvent délivrer des licences d'importation. La liste des autorités compétentes qui délivrent les licences d'importation dans les États membres est publiée au Journal officiel (série "C"). Les demandes de licences ne doivent pas être transmises à d'autres organes pour être approuvées et l'importateur ne doit s'adresser qu'à un seul organe administratif.

8. La seule circonstance dans laquelle une demande d'application peut être refusée est celle de la non-conformité de la demande de licence avec les critères ordinaires.

#### Importateurs habilités à demander des licences

9. Les licences d'importation sont délivrées sans discrimination à tout importateur de la Communauté, quel que soit le lieu de son établissement dans la Communauté, sans préjudice du respect des autres conditions requises en vertu des règles en vigueur. Toute personne peut devenir importateur.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande de licence

10. Pour certains produits sidérurgiques couverts par le traité CECA, la Communauté applique un double régime de licences. Outre la présentation d'un document d'importation délivré par les autorités compétentes des États membres, les importations sont subordonnées à la délivrance d'un document d'exportation émanant des autorités compétentes du pays exportateur (voir questions 2 et 3).

Pour les produits textiles soumis à des limites quantitatives: se reporter à l'annexe V<sup>5</sup> pour les renseignements à donner dans les demandes. Formule type reproduite ci-joint à l'annexe VI.<sup>5</sup>

Le requérant est tenu de fournir une copie du connaissance et une copie du contrat d'achat.

Pour les produits textiles soumis à la surveillance communautaire: se reporter aux annexes VII<sup>5</sup> et VIII<sup>5</sup> pour les renseignements à donner dans les demandes. Formule type reproduite ci-joint à l'annexe VI.<sup>5</sup>

S'agissant d'une demande d'autorisation d'importation dans le cas d'un système de double contrôle applicable aux produits textiles, le requérant est tenu de fournir une copie du connaissance et une copie du contrat d'achat. S'agissant d'une demande d'autorisation d'importation dans le cas d'un système de contrôle unique, le requérant est tenu de fournir une copie certifiée du connaissance, une lettre de crédit, un contrat ou tout autre document commercial dénotant une ferme intention d'effectuer l'importation.

Les demandes de documents de surveillance, autres que pour les produits textiles, doivent être adressées aux autorités administratives compétentes des États membres. Pour les renseignements à fournir dans les demandes, se reporter à l'annexe IX.<sup>5</sup> Une formule type de document de surveillance est reproduite ci-joint à l'annexe X.<sup>5</sup>

Dans le secteur agricole, la demande de licence d'importation doit être transmise aux autorités compétentes des États membres, ou déposée auprès de ces autorités, et être conforme au modèle reproduit à l'annexe XI.<sup>5</sup>

11. La licence ou le document de surveillance est exigé lors de l'importation. Pour les produits textiles soumis à des limites quantitatives ou à la surveillance, un certificat d'origine peut également être exigé, si besoin est, lors de l'importation effective.

12. Il n'est perçu ni droit de licence ni redevance administrative.

13. En général, la délivrance de la licence n'est pas assortie de la condition du versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable. Dans le secteur agricole, toutefois, la délivrance des licences d'importation est subordonnée au dépôt d'un cautionnement afin de garantir que l'engagement d'importer sera respecté pendant la durée de validité de la licence. Le montant du cautionnement, qui dépend des produits, est stipulé dans les dispositions communautaires spécifiques applicables au secteur de produits pertinent. Le cautionnement est restitué une fois que l'obligation d'importer est considérée comme exécutée et que le droit d'importer sous couvert de la licence est considéré comme exercé, c'est-à-dire le jour où la déclaration d'importation est acceptée et où le produit concerné est mis en libre pratique.

---

<sup>5</sup> Disponible au Secrétariat (Division de l'accès aux marchés).

#### Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Pour les produits textiles soumis à des limites quantitatives ou à une surveillance, les autorisations d'importation ou les documents de surveillance sont valables pour une période de six mois à compter de la date de leur délivrance. Sur demande dûment motivée d'un importateur, les autorités compétentes d'un État membre peuvent prolonger la durée de validité de trois mois. Dans des circonstances exceptionnelles, un importateur peut demander une seconde période de prolongation. Il ne peut être accédé à ces demandes exceptionnelles que sur décision du Comité textile, composé de représentants des États membres et présidé par une commission. La durée de validité des licences d'importation dépend des produits (se reporter à l'annexe IV). La validité d'une licence ne peut être prolongée qu'en cas de "force majeure".

Pour les produits agricoles, la durée de validité des licences d'importation dépend des produits (se reporter à l'annexe XII).<sup>6</sup> La validité d'une licence ne peut être prolongée qu'en cas de "force majeure".

Pour les produits sidérurgiques soumis au système de contrôle préalable et au système de double contrôle sans limites quantitatives, la période de validité des documents de surveillance est de quatre mois et elle peut être prolongée de quatre mois.

15. Il n'est pas appliqué de sanction en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une autorisation d'importation ou d'un document de surveillance. S'agissant d'une licence dans le secteur agricole, le cautionnement n'est pas restitué, en tout ou en partie, si l'importation n'est pas effectuée, ou si elle n'est effectuée qu'en partie pendant la durée de validité de la licence.

16. Les autorisations d'importation ne sont pas cessibles. Les licences d'importation constituent une autorisation et créent une obligation d'importer sous couvert de la licence pendant sa durée de validité. Les obligations découlant des licences ne sont pas cessibles, mais les droits en découlant peuvent être cédés par le titulaire de la licence pendant sa durée de validité.

17. La délivrance d'une autorisation d'importation pour les produits, qu'ils soient ou non soumis à des restrictions quantitatives, n'est subordonnée à aucune autre condition.

#### Autres formalités

18. Les importations de produits, qu'ils soient ou non soumis à des restrictions quantitatives, ne sont assujetties à aucune autre formalité administrative préalable, en dehors de celles de la licence et des formalités administratives similaires.

---

<sup>6</sup> Durée de validité des licences d'importation: céréales et riz: 45 jours à compter de la date de délivrance de la licence, à l'exception du riz en brisures pour lequel la licence d'importation est valable 30 jours; viande bovine: 90 jours à compter de la date de délivrance; viandes ovine et caprine: trois mois à compter de la date de délivrance; sucre, lait et produits laitiers: depuis le jour de délivrance jusqu'à la fin du mois; fruits et légumes, transformés: trois mois à compter de la date de délivrance, à l'exception des champignons en conserve: neuf mois à compter de la date de délivrance et la validité ne peut être prolongée au-delà de l'année dans laquelle la licence a été délivrée; bananes: septième jour du quatrième mois suivant le mois de délivrance; matières grasses: 60 jours à compter de la date de délivrance; vin: quatre mois à compter de la date de délivrance.

19. Les autorités bancaires fournissent automatiquement des devises pour les marchandises à importer ainsi que pour financer les coûts des licences d'importation. Il n'est pas nécessaire de détenir une licence pour pouvoir obtenir des devises.

---